

# La “suédoise”, une opportunité historique

■ Trois éléments peuvent permettre que la coalition “suédoise” fasse date dans l’histoire du pays et évitent le retour des tribus. Et tant pis pour les cyniques qui traiteront cette analyse de naïve.

**A**u-delà des querelles politiques et accusations réciproques de mensonges, tromperies ou de naïveté qui ne manqueront pas de fuser encore, et au-delà aussi de ce que l’on pourra penser du programme de la coalition “suédoise” qui sera négocié et mis en œuvre, la formation du gouvernement fédéral pourrait bien constituer un tournant important dans l’histoire de ce pays. Trois éléments liés entre eux permettent de penser que ce tournant est, pour l’essentiel, encourageant.

**1** Le premier élément encourageant est que le temps est fini où la N-VA pouvait cracher sur la démocratie belge en prétendant que, quelle que soit la manière dont l’électeur (flamand) se prononçait, les mêmes partis étaient appelés à gouverner ensemble. Le pire venin pour la démocratie est la démocratie accaparée; en acceptant de tenir compte de l’indéniable succès électoral de la N-VA, la décision d’inclure ce parti dans le gouvernement fédéral fait mentir la N-VA et dégonfler le ressentiment dont elle s’est nourrie. La Belgique fédérale n’est pas un instrument aux mains des socialistes francophones servant à imposer aux citoyens flamands des politiques dont ils n’ont pas fait le choix. L’argument était bien sûr largement caricatural: désormais, il sonne faux et devient inaudible pour les Flamands eux-mêmes. Il faut espérer que l’argument ne soit pas transplanté en Wallonie par ceux qui ne sont plus au pouvoir fédéral: on verra si leur attachement aux institutions est plus so-

lide que leurs intérêts immédiats.

**2** Le second élément encourageant est qu’en prenant le risque de s’écarter de la recherche habituelle d’une majorité dans chacun des groupes linguistiques de la Chambre, on fait le pari que le niveau fédéral n’est pas un instrument de domination d’une communauté sur une autre. Le gouvernement Di Rupo sortant avait déjà pris le risque – fort critiqué alors par la N-VA – de ne pas s’appuyer sur une majorité dans le groupe linguistique flamand. Les droits des Flamands n’ont pas pour autant été mis en danger. Cela tient bien entendu à la manière dont on a gouverné. Mais cela tient aussi, il ne faut pas s’en cacher, à la solidité des institutions qui font la société au-delà de l’Etat.

Qu’après une sixième réforme de l’Etat, on ne ressent plus le besoin impérieux de rassembler dans son camp linguistique avant d’aller à l’affrontement gouvernemental avec l’autre communauté est peut-être un heureux signe de maturité politique pour la Belgique, le signe d’une certaine confiance dans les institutions et d’un certain apaisement entre communautés. A l’heure où le parti nationaliste flamand participe pour la première fois à un gouvernement fédéral, aurait-on paradoxalement dépassé le stade de la détestable politique ethnique, celle qui s’alimente de la crainte de l’autre camp et qui impose à chacun d’en choisir un

selon son origine, plutôt que de faire des choix substantiels? A

nouveau, il faut l’espérer.

**3** Le troisième élément encourageant est que, ce faisant, on redonne sens au suffrage universel égalitaire qui préside à la composition de l’assemblée fédérale et qui fait la fierté d’une vraie démocratie: *One (wo)man, one vote*. La Chambre n’est pas composée de représentants de chacune des communautés linguistiques de ce pays; elle représente cette fiction que l’on appelle la “Nation”, chaque Belge étant égal à un autre et ayant, quelle que soit sa fortune, la couleur de sa peau ou sa langue, la même faculté d’influencer, par son vote, les choix politiques substantiels de ce niveau de pouvoir. Il devrait donc être possible de ne pas réduire la politique fédérale à une éternelle table de négociations entre partenaires de coalition où les lignes de fractures seraient avant tout linguistiques, plutôt que substantiellement politiques. On pourra bien entendu s’opposer à des choix gouvernementaux qui, à n’en pas douter, seront plus à droite: il faut toutefois espérer que la critique portera sur le fond, et non simplement parce que le gouvernement n’a pas la majorité du côté francophone, alors qu’il a le soutien de la majorité des députés belges.

En formulant ces trois éléments encourageants, et les espoirs qu’ils font naître à long terme au sujet de la démocratie fédérale comme réel espace politique pluriculturel, mûr et raisonnable, on mesure bien entendu les risques considérables que comporte le modèle de coalition qui est actuellement tenté – et

l'on entend déjà les critiques des cyniques résignés qui traiteront cette analyse de naïve. Toutefois, ces risques tiennent à la manière dont on gouvernera et à la manière dont l'opposition s'exprimera, plutôt qu'à l'écart de ce modèle inédit par rapport à l'essence même de la démocratie représentative. Loin de penser que les Belges, collecti-

vement, n'en seraient pas dignes, on ne peut manquer de rappeler que, dans les nations fragiles, la plus grande vertu des responsables politiques – qu'ils soient ou non au pouvoir – est la tempérance. Si elle fait défaut, le résultat est prévisible: la fin du pays. Saurons-nous éviter le retour des tribus au cœur

de l'Europe?

→ *Titre et sous-titre sont de la Rédaction.*

**PIERRE  
D'ARGENT**

Professeur de droit international à l'UCL.  
S'exprime à titre personnel.